
Synthèse de documents

SUJETS 3A5

SUJET : Les Etats-Unis et l'Europe doivent-ils laisser à la Chine l'initiative du libre-échange ?

Consignes :

- L'objectif du présent devoir est de répondre à la question formulée ci-dessus en vous appuyant sur les documents suivants.
- Les arguments développés utiliseront les documents en évitant le piège de la paraphrase et pourront être enrichis par des éléments d'actualité.
- Le développement sera divisé en 2 ou 3 parties clairement apparentes. Une attention particulière devra être accordée aux transitions entre les arguments et entre les parties.
- Ne perdez pas de temps à présenter et à citer les documents.

Document n° 1 :

RCEP : enjeux et impacts de l'accord commercial le plus important au monde
| La Finance pour tous | 24/11/2020

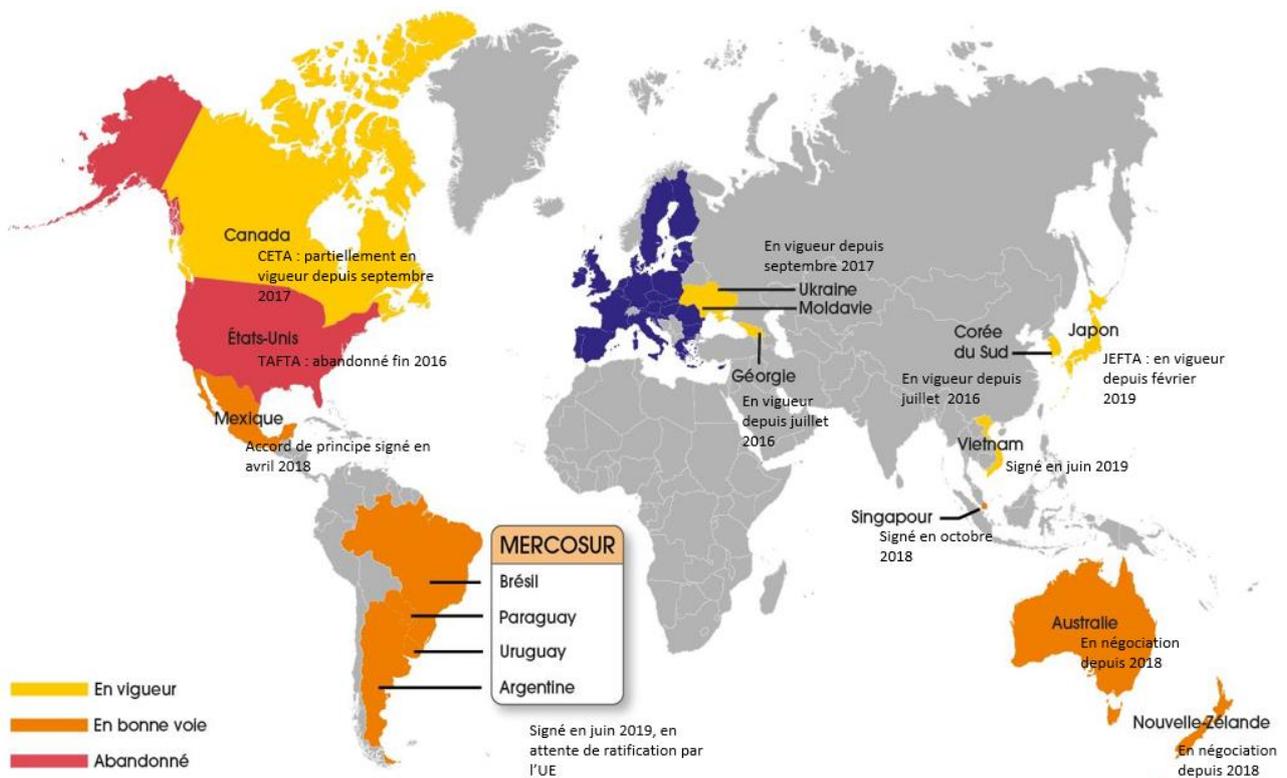
Signé le 15 novembre dernier, le Partenariat régional économique global (RCEP, pour *Regional Comprehensive Economic Partnership*) a pour but de créer une zone de libre-échange entre 15 pays d'Asie et du Pacifique. Parmi eux, on compte les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), à l'initiative de ce partenariat, ainsi que la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

L'accord commercial, le premier signé entre les trois principales économies de la région – la Chine, le Japon et la Corée du Sud –, porte essentiellement sur une baisse des droits de douane sur plus de 80 % des produits échangés (hors bien agricoles), et une simplification des démarches administratives liées aux transactions commerciales. Cela devrait donc déboucher sur une intensification des échanges, ainsi qu'un développement accru des chaînes de valeur dans cette zone économique.

Le Peterson Institute for International Economics, un *think tank* basé à Washington, a, en effet, calculé que la signature du RCEP pourrait générer un surplus de près de 164 milliards de dollars d'ici 2030 pour les seuls pays asiatiques, soit environ 0,3 % de leur revenu réel. Dans un scénario plus pessimiste de poursuite de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, ces gains attendraient même 179 milliards de dollars. Selon cette hypothèse, la zone couverte par le RCEP bénéficierait, en effet, du déversement d'une partie des échanges sino-américains. Dans le scénario d'une normalisation des relations commerciales entre les États-Unis et la Chine, cette dernière serait le premier bénéficiaire de cet accord, avec un surplus de revenus de près de 85 milliards de dollars à l'horizon 2030. Le Japon et la Corée du Sud suivent avec des gains respectifs attendus de l'ordre de 48 et 23 milliards de dollars.

Document n° 2 :

Les accords de nouvelle génération signés par l'Union Européenne | La Croix |
03/07/2019 |



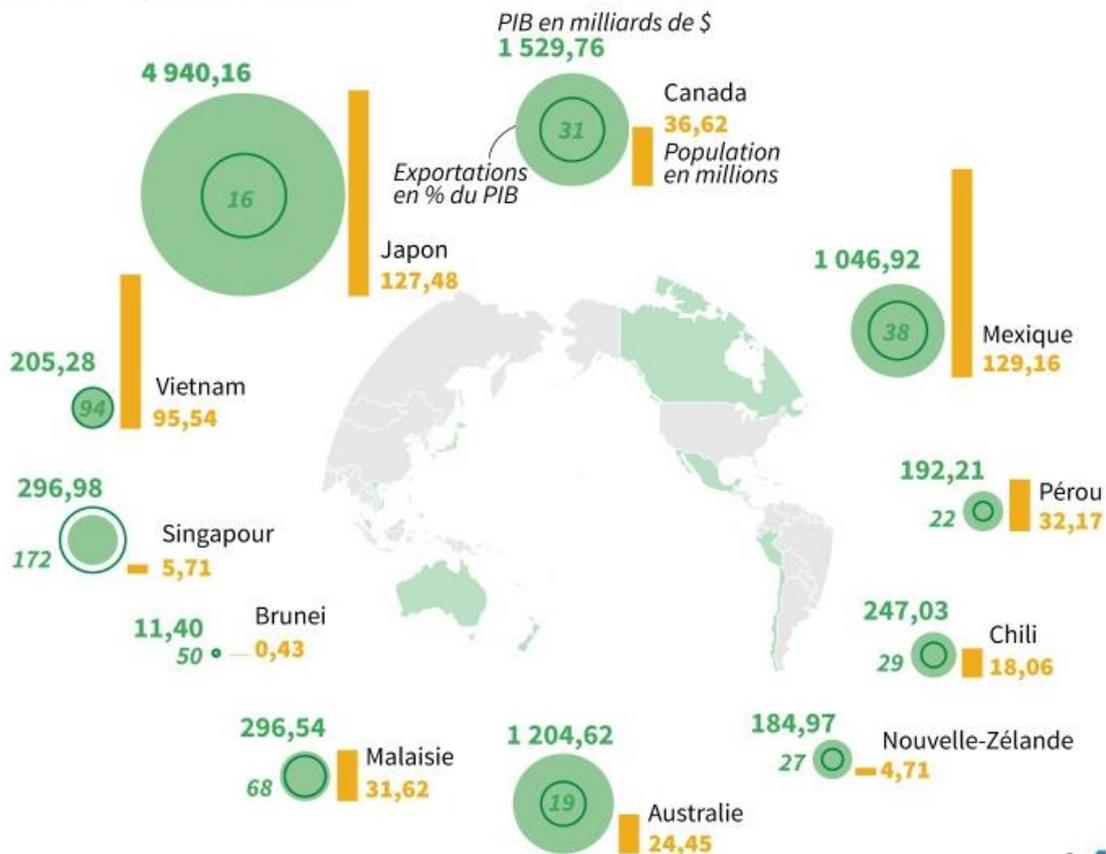
Document n° 3 :

Partenariat transpacifique, les points clés | La Croix | 04/05/2017

Le TransPacific Partnership (TPP - Partenariat transpacifique) était la principale composante économique du mouvement stratégique diplomatique mené par le président américain Barack Obama en direction de la région Asie-Pacifique.

Non-soutenu par son successeur à la Maison Blanche, le TPP aurait débouché sur l'abolition de 98% des tarifs douaniers entre les douze Etats membres. Si ses promoteurs assurent qu'il aurait permis de multiplier les richesses, plusieurs ONG affirment que cet accord déboucherait sur une déréglementation généralisée au bénéfice exclusif des multinationales.

Données 2016 de la Banque mondiale



Sources : USTR, Banque mondiale, ONU

© AFP

Document n°4 :

L'Inde se retire de l'accord commercial asiatique RCEP | Le Petit Journal Bombay | 05/11/2019 |

Le 4 novembre 2019, à Bangkok, le Premier ministre, Narendra Modi, a déclaré que sa conscience, guidée par la mémoire de Gandhi, ne lui permettait pas de signer l'accord commercial entre les pays asiatiques, l'Australie et la Nouvelle Zélande : le RCEP (Regional Comprehensive Economic Partnership). Cet accord devait permettre la création du plus grand marché commercial du monde, couvrant 50% de la population mondiale et plus d'un tiers du PNB et du commerce mondial. Sans l'Inde, deuxième pays le plus peuplé au monde, sa taille se réduit à moins du tiers de la population mondiale et environ le tiers du commerce global.

Narendra Modi a évoqué sa conscience et la mémoire du Mahatma Gandhi comme les raisons principales de son retrait : il a déclaré avoir été guidé par l'impact qu'aurait eu l'accord sur la vie des

personnes les plus pauvres de la nation, comme l'aurait fait le Mahatma. Il considère que l'Inde n'est pas prête à recevoir une arrivée massive de produits en provenance de la Chine et, plus particulièrement, dans le secteur de l'agriculture.

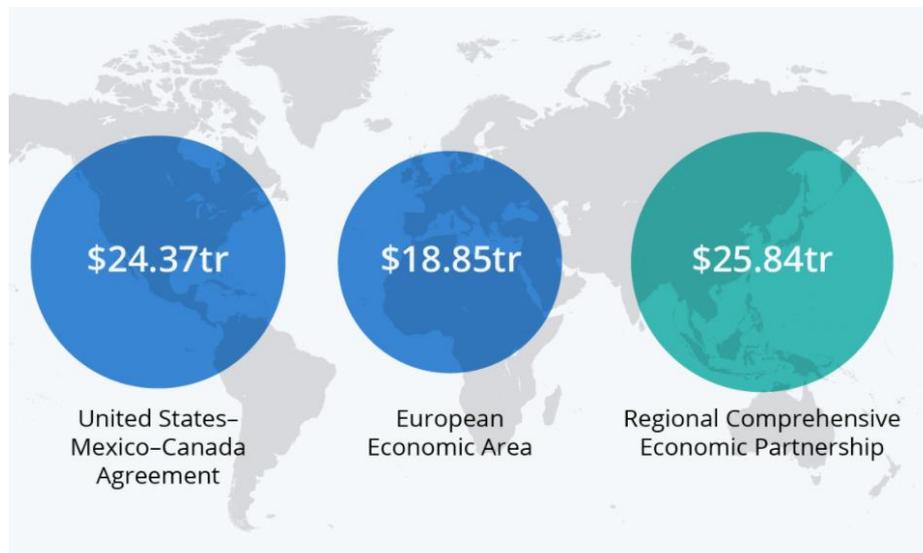
Comme le fait remarquer "The Wire", en invoquant Gandhi, Narendra Modi a tenté de cacher les faiblesses structurelles de l'économie indienne et son manque de confiance dans la capacité actuelle de son pays d'intégrer un tel accord commercial de manière profitable. Le journaliste ajoute : "Si on veut être franc, il faut reconnaître que la rhétorique du gouvernement qui présente l'Inde comme une puissance économique majeure ne fait pas le poids sur le terrain. Cela pose un dilemme au pays lorsqu'il s'agit de prendre part au RCEP qui devrait être un accord positif pour tous les partenaires."

Le "Times of India" précise que le gouvernement va continuer à travailler sur des accords commerciaux bilatéraux avec certains des pays adhérents au RCEP, notamment l'Australie et la Nouvelle Zélande, ainsi que sur l'accord avec l'Union Européenne qui n'a pas beaucoup progressé. La république de Maurice est aussi sur la liste de travail du gouvernement Modi, un accord commercial avec cette île permettrait à l'Inde de se rapprocher de l'Afrique, continent dans lequel la Chine investit massivement.

Narendra Modi a évoqué sa conscience et la mémoire du Mahatma Gandhi comme les raisons principales de son retrait : il a déclaré avoir été guidé par l'impact qu'aurait eu l'accord sur la vie des personnes les plus pauvres de la nation, comme l'aurait fait le Mahatma. Il considère que l'Inde n'est pas prête à recevoir une arrivée massive de produits en provenance de la Chine et, plus particulièrement, dans le secteur de l'agriculture.

Document n°5 :

PIB total des pays membres des trois plus grands accords régionaux de libre-échange | La Banque Mondiale | Octobre 2020



Document n°6 :

L'accord RCEP, un premier défi pour Joe Biden face à la Chine | Le Monde | 16/11/2020

Pékin a salué le nouvel accord, appelé Partenariat régional économique global (RCEP), comme une « victoire du multilatéralisme et du libre-échange » ; le journal chargé de transcrire la pensée officielle du leadership chinois pour l'extérieur, le *Global Times*, a multiplié les articles sur l'inévitable embarras des Etats-Unis, empêtrés dans leur « unilatéralisme ». Tout en se défendant de voir dans le

RCEP une pierre dans le jardin américain, ces commentaires reflètent clairement la satisfaction de Pékin devant cette avancée dans l'intégration économique régionale en Asie.

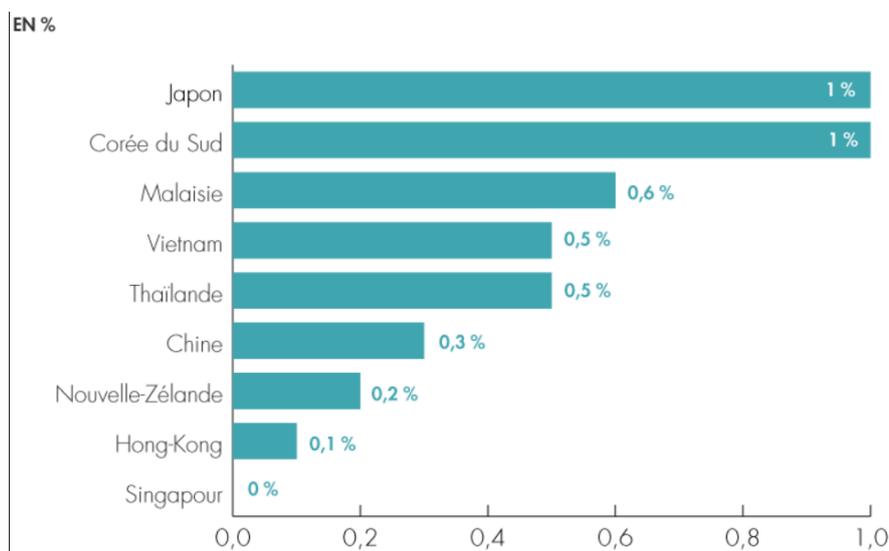
Aboutissement de huit ans de négociations, le RCEP n'est pas une initiative chinoise. C'est l'Asean qui en est à l'origine, soucieuse d'ouvrir les économies très diverses et de puissance inégale des dix pays qui la composent (Vietnam, Singapour, Malaisie, Indonésie, Birmanie, Laos, Brunei, Cambodge, Philippines, Thaïlande) sur le reste de la région Asie-Pacifique. Moins ambitieux que le projet initial du TPP américain, il ne couvre pas l'agriculture et seulement partiellement les services. Il n'inclut pas non plus l'autre poids lourd de la région, l'Inde, qui s'est retiré des négociations en novembre 2019.

Mais la grande question qui plane sur l'avenir de cet accord de libre-échange, qui doit encore être ratifié par chaque pays, est le rôle que voudra y jouer la Chine. Permettra-t-elle à l'Asean de rester fidèle à ses motivations d'origine, ou bien voudra-t-elle prendre les commandes d'une zone commerciale qu'elle n'aura guère de mal à dominer de tout son poids ? C'est précisément cette préoccupation qui a fait changer d'avis New Delhi.

Signé en février 2016, à la fin de l'administration Obama, le Trans-Pacific Partnership (TPP) était, lui, d'inspiration américaine et visait à intégrer les économies d'Amérique du Nord et d'Asie-Pacifique, mais excluait la Chine. A la suite du retrait des Etats-Unis, il a été transformé en « Partenariat transpacifique global et progressiste », conclu en 2018 par onze pays, dont sept sont aussi signataires du nouvel accord, notamment l'Australie et le Japon.

Ce nouveau chapitre dans le commerce mondial est un premier défi pour la future administration Biden. Il relativise aussi les ambitions de la stratégie indo-pacifique forgée par les Etats-Unis, le Japon, l'Inde et l'Australie, appuyée par la France et l'Allemagne, pour contrer l'expansionnisme chinois.

Document n°7 : *Impact attendu du RCEP sur le revenu réel à l'horizon 2030, en % | Peterson Institute for International Economics | Novembre 2020 |*



Document n°8 : *Le poids des USA sur le TPP 2.0, par Fabien Perrier | Studyrama | 10/01/2019 |*

Barack Obama, né à Honolulu, élevé en Indonésie, symbole médiatique facile de l'Asie-Pacifique, a porté le TransPacific Partnership (TPP) à bout de bras, défendant un « accord [qui] renforcera notre

leadership et soutiendra l'emploi ». Aboutissement du processus, le TPP avait de quoi donner le vertige : trente chapitres couvrant 6000 pages, 18.000 droits de douane supprimés, un gain économique chiffré à 223 milliards de dollars à l'horizon 2025. Surtout, il instaurait bien plus qu'une simple zone de libre-échange : de la libéralisation des services au droit de la propriété intellectuelle, de la protection des investissements au libre accès libre aux marchés publics et à l'Internet, il « conte [naît aussi] les engagements les plus forts en matière de droit du travail et d'environnement jamais obtenus dans un accord de libre-échange », selon B. Obama qui prophétisait parallèlement qu'« un échec remettre [ait] en question le leadership de l'Amérique dans cette région vitale ». Le TPP participait de la stratégie du pivot vers l'Asie, destinée à contrer l'hégémonie chinoise. « Ne pas l'appliquer, avertissait Barack Obama, [serait] fragiliser la position américaine dans la région. »

Au Congrès, les démocrates faisaient bloc, de Bernie Sanders, candidat malheureux à l'investiture présidentielle (« Wall Street et le Big Business ont encore gagné »), à Hillary Clinton, empêchant toute ratification. Trump, on le sait, avait fait du TPP, qualifié de « catastrophe en puissance » pour les emplois américains, un de ses épouvantails de campagne présidentielle de 2016. Sans les Etats-Unis, les 11 pays en négociation du TPP ont finalement signé en mars 2018 le Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership (CPTPP), également connu comme TPP11.

Habilement, le président Xi Jinping s'est fait, depuis l'élection de Donald Trump, le chantre du **libre-échange** : son discours au forum de Davos (17 janvier 2017) pour le multilatéralisme et contre le protectionnisme a même été qualifié d'« impressionnant et très stratégique, » par la ministre allemande de la Défense de l'époque, Ursula von der Leyen. Le RCEP est plus complémentaire que concurrent du CPTPP, car ses ambitions sont plus modestes : « La Chine raisonne surtout en termes d'échange de marchandises, alors que le TPP englobait la propriété intellectuelle et les services. » (J.-Fr. di Meglio, Asia Centre) D'où l'inscription du Japon et de l'Australie dans les deux cadres : il s'agit de bénéficier des échanges avec l'Asie, sans se rendre trop dépendant de Pékin. Un revirement américain, souhaité notamment pour d'évidentes raisons géopolitiques par le Japon, a-t-il quelque chance de se produire ? À Washington, et même si aucun pays ou presque ne souhaite emprunter, la préférence va aux traités bilatéraux. Car une réintégration du TPP ne manquerait pas de susciter la colère des blue dollars de la Rust Belt.